

# Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à TF1 lors de l'émission "Le Monde en face" le jeudi 17 septembre 1987, sur le rôle du Président de la République et sur différents sujets de société.

Christine OCKRENT.- Bonsoir, monsieur le Président, madame, monsieur, bonsoir. Merci d'être réunis pour cette première émission du "Monde en face", une émission exceptionnelle par votre présence, monsieur le Président, et aussi, par l'exercice que je voudrais tenter avec vous.

- Nous sommes à huit mois de l'élection présidentielle, c'est la rentrée et la classe politique prend ses marques, le ton monte, la cohabitation crisse ou craque, l'actualité se politise et tout le monde, bien au-delà du microcosme politique et du parti socialiste, guette votre réponse à la question que je me garderai bien de vous poser, en tout cas d'entrée de jeu, sur vos intentions l'année prochaine.

- Et pourtant, ce ne sont pas là les préoccupations prioritaires des Français et ce sont ces préoccupations que je voudrais explorer avec vous en regardant la France en face pour comprendre ce que l'opinion attend cette année du discours politique, pour comprendre aussi votre regard que l'exercice du pouvoir pendant plus de six ans a peut-être changé et en tout cas votre personne, votre comportement, partagent les Français, ils s'interrogent, jugez-en :

- (reportage filmé).

- Surpris ? Amusé ? Agacé ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que ce sont des opinions qui représentent bien l'opinion française. Il y a donc un peu de tout, le tout et son contraire... Je n'ai pas de commentaire à faire là-dessus.

Christine OCKRENT.- Avant d'aller plus près des Français, parlons politique. Le menu est chargé ! Quelle journée ! Le Premier ministre, Jacques Chirac était tout à l'heure à Nouméa et il a défini un nouveau statut d'autonomie et un redécoupage pour ce territoire. Qu'en pensez-vous ?

- LE PRESIDENT.- J'ai lu ces textes, moi aussi, aujourd'hui même et j'en avais tout de même une sorte de connaissance préalable parce que le Premier ministre et moi, nous en avons parlé un peu hier matin et parce que la presse avait déjà lancé beaucoup de commentaires, sans doute de bonne source...

- Christine OCKRENT.- Et donc vous en approuvez les grandes lignes ?

- LE PRESIDENT.- Je vais vous dire ce que j'en pense puisque vous me posez la question. Je ne peux pas me prononcer sur ce sujet sans avoir dit un certain nombre de choses simples.

- Il y a des groupes à base ethnique qui s'opposent, on le sait bien, en Nouvelle-Calédonie... On le sait bien et c'est souvent très dramatique... et depuis longtemps, depuis quelque 134 ans, avec des crises multiples dont certaines violentes. Il faut pourtant se mettre dans la tête que les Néo-calédoniens de souche européenne ne vivront pas sans les Canaques et que les Canaques ne vivront pas sans les Néo-calédoniens de souche européenne...

- Christine OCKRENT.- C'est pratiquement ce que le Premier ministre a dit tout à l'heure.

- LE PRESIDENT.- Oui, mais ça, je pense qu'il l'a déjà dit avant parce que ce serait un peu tard aujourd'hui. Cela fait de longues années que je le pense et que je le dis. Sans me prononcer encore, mais on va le faire, sur le plan institutionnel, c'est déjà une évidence...

- Christine OCKRENT.- Est-ce qu'il vaudrait mieux que ce nouveau projet pour la Nouvelle

Calédonie...

- LE PRESIDENT.- ... Il faut qu'ils vivent ensemble.\

Christine OCKRENT.- Ce nouveau projet `nouveau statut d'autonomie de la Nouvelle-Calédonie`, il devrait être soumis au Parlement avant ou après les élections présidentielles ?

- LE PRESIDENT.- C'est un peu secondaire, cela. Je ne sais pas quelles sont les intentions du gouvernement & on verra bien & c'est lui qui est le maître de l'ordre du jour de l'Assemblée. Si cela est soumis à l'Assemblée nationale, cela viendra d'abord au Conseil des ministres et j'aviserai à ce moment-là.

- Mais sur le fond, vous m'avez interrogé sur le fond, je voudrais vous répondre : en effet, j'ai déjà dit au Premier ministre et je lui dirai de nouveau lorsque je le verrai, très bientôt, que référendum ou pas, tant qu'il y aura un partage des terres et de la richesse à ce point inéquitable, injuste, que 1500 Européens de souche européenne posséderont plus du double de la superficie attribuée à 35000 Canaques, 6 ha en moyenne d'un côté... en réalité, c'est plutôt 1 à 2 ha aux Canaques, 260 en moyenne de l'autre, et les meilleurs, tant que 308 Européens et 58 sociétés européennes aussi posséderont 45 % également des terres attribuées, avec une moyenne de 650 ha et, de l'autre côté, qu'est-ce qu'il y a ? ... tant que sur 2800 fonctionnaires en Nouvelle-Calédonie, pris là sur place - il y a quelques fonctionnaires d'Etat, bien entendu - il n'y aura que 96 Canaques, et à quel rang, tant que sur 1600 instituteurs et professeurs en Nouvelle-Calédonie - primaire et secondaire - il n'y aura que 44 Canaques et 13 % d'élèves canaques pour 66 % d'élèves européens, alors qu'il y a 62000 Canaques et 54000...

- Christine OCKRENT.- Mais, cela c'est le résultat...

- LE PRESIDENT.- Laissez-moi finir parce que c'est le principal de ce que je voulais vous dire.

- Tant que cela sera comme cela, la Nouvelle-Calédonie vivra dans une situation du type colonial, et ce qu'il ne faut pas, c'est qu'un statut d'autonomie interne vienne cristalliser cette situation, qu'il y ait en somme une sorte de chasse gardée pour ceux qui sont depuis longtemps les chasseurs.

- Alors, c'est un problème de fond déterminant. L'autonomie interne, c'est une très belle perspective, je l'ai moi-même défendue, je la défendrai, le cas échéant. Les derniers statuts - il y en a eu beaucoup - étaient d'autonomie interne. Il y a un statut d'autonomie interne en Polynésie, à Tahiti & j'avais moi-même, il y a plus de trente ans, proposé un statut d'autonomie interne pour la Tunisie...

- Christine OCKRENT.- Donc, pas d'opposition de principe sur le statut, mais un souci d'une plus grande égalité dans les faits et dans l'évolution du territoire.

- LE PRESIDENT.- Un statut qui, d'une part, laisse les Néo-calédoniens dans leur situation présente face à face, cela risque d'être dramatique si l'on perpétue les inégalités profondes du type colonial. Il faut donc s'attaquer à ce problème en même temps que l'on s'attaque aux institutions dites d'autonomie interne.

- Christine OCKRENT.- Est-ce que ce problème calédonien peut devenir un enjeu dans la prochaine campagne électorale ?

- LE PRESIDENT.- C'est un enjeu qui a valeur nationale sans aucun doute.

- Christine OCKRENT.- Et c'est un enjeu pour lequel vous combattriez ?

- LE PRESIDENT.- Ah ! J'y mets beaucoup de foi ! Je ne supporte pas l'injustice !\

Christine OCKRENT.- La cohabitation sur ce problème-là `Nouvelle-Calédonie` a déjà beaucoup pâti et on a l'impression que, de jour en jour, les accrocs se multiplient. On vous a entendu, on a entendu plus exactement le commentaire de votre porte-parole après le Conseil des ministres, hier, à propos du budget. Alors, à votre tour, vous faites monter la barre, vous haussez le ton ?...

- LE PRESIDENT.- Vous aussi, vous venez de dire : "accrocs à la cohabitation", mais qu'est-ce que cela veut dire ?

- Christine OCKRENT.- Une formule.

- LE PRESIDENT.- Mais oui, ç'en est une qui n'a, permettez-moi de vous le dire, pas beaucoup de sens, parce que la cohabitation, est-ce que vous imaginez que c'est la vie rêvée ?

- Christine OCKRENT.- Pour vous ou pour le Premier ministre ?

- LE PRESIDENT.- Mais pour tout le monde. La cohabitation, c'est le fait que deux majorités populaires se sont successivement exprimées et de façon différente, l'une pour le Président de la République, que je suis, l'autre pour la majorité parlementaire dont le gouvernement est l'expression. Voilà la réalité. Elle est donc forcément comme une sorte de dialectique permanente et elle n'est pas facile à vivre. Alors, "accrocs", cela veut dire quoi ? Si l'on était d'accord a priori, ce ne serait même pas la peine de parler de cohabitation...

- Christine OCKRENT.- Alors, sur le budget, précisément...

- LE PRESIDENT.- J'y viens tout de suite. Je voudrais vous dire simplement un mot : pourquoi vivons-nous la cohabitation comme vous dites ? On la vit parce que c'est un devoir, et d'abord un devoir pour moi devant une situation naturellement conflictuelle, de faire passer quand il le faut, c'est-à-dire quand c'est important, l'intérêt général, et d'éviter une crise inutile aux Français. Voilà... \

` Suite sur la cohabitation et le budget 1988 ` Christine OCKRENT.- C'était le cas, hier, à propos du budget ?

- LE PRESIDENT.- Eh bien, je vais m'expliquer là-dessus. Sur le budget, à vrai dire, le contenu du budget, ce n'est pas mon affaire, cela m'intéresse...

- Christine OCKRENT.- Surtout en année présidentielle.

- LE PRESIDENT.- ... en tant que Président de la République. Disons que c'est de la gestion gouvernementale et que cela relève du vote parlementaire. Mais, après tout, j'ai quand même à m'inquiéter, à l'intérieur, du budget, de tout ce qui pourrait se traduire par l'accroissement des divisions entre Français, notamment les inégalités sociales. Mais le contenu du budget n'est pas directement mon affaire. Aussi, m'en suis-je surtout pris, si je puis employer cette expression, à la présentation qui en était faite. C'était une très dure critique contre les gestions antérieures. Et qu'est-ce que j'ai dit ? Cela a été répété par les journaux. J'ai dit : cela fait longtemps que je suis dans la vie politique, j'ai été longtemps parlementaire, j'ai entendu M. Barre démontrer que le budget du gouvernement précédent n'était pas grand chose et était très nuisible, j'ai entendu M. Delors dire la même chose du budget de M. Barre...

- Christine OCKRENT.- De l'ironie... une critique dans la forme et pourtant le RPR, ce soir, vous accuse déjà, monsieur Mitterrand, d'être entré en campagne...

- LE PRESIDENT.- Cela m'est tout à fait indifférent ce que dit le RPR sur ces choses là... ne vous occupez pas de cela.

- Christine OCKRENT.- Et toutes ces histoires qui sortent des placards ?

- LE PRESIDENT.- Je n'en suis pas là, ce que je veux dire, c'est qu'il faut que les Français sachent, à propos de ce que vous appelez les accrocs de la cohabitation, ce que représente le Président de la République, ce qu'il doit être pour bien situer les -rapports des valeurs... Qu'est-ce que vous voulez, il faut quand même s'habituer à traiter chacun avec équité. Quand les gens s'opposent, moi je dis convictions contre convictions oui, mais sectarisme contre sectarisme, non, et je suis là pour essayer de modérer les élans, ce que je fais, croyez-le, de part et d'autre... \

Christine OCKRENT.- Donc, vous voulez dire que c'est un budget sectaire ?

- LE PRESIDENT.- Je ne parle pas du budget, on ne va pas discuter du budget... C'est mon attitude qui est au fond de votre question, ce n'est pas le budget...

- Christine OCKRENT.- Justement votre attitude, on voit au cours des dernières semaines diverses affaires qui sortent des placards...

- LE PRESIDENT.- On va y venir. Je ne le redoute pas, ce que je vais vous dire, c'est ce que j'ai à faire en tant que Président de la République.

- Qu'est-ce que la cohabitation ? Je suppose que vous ne voulez pas d'un Président ectoplasme, eh bien moi non plus... Je crois vraiment que la France a besoin d'un Président qui préside dans les domaines qui sont les siens... C'est ce que j'ai dit au camp de Caylus l'année dernière, devant les militaires, quand j'ai défini quelle était la ligne stratégique de notre défense pour notre sécurité...

- Christine OCKRENT.- Mais à partir du moment où le calendrier politique s'accélère, parce que nous sommes en année présidentielle, ce rôle d'arbitre qui a été le vôtre, qui vous réussit merveilleusement dans les sondages, est-ce que ce rôle, vous pouvez le poursuivre ?

merveilleusement dans les sondages, est-ce que ce rôle, vous pouvez le poursuivre :

- LE PRESIDENT.- Non, madame. D'abord, la France a besoin d'un Président qui décide en matière de politique étrangère, la position de la France dans le monde, et en matière de défense : notre armée, notre sécurité, notamment. Il y a d'autres choses, mais je ne veux pas être trop long.

- Deuxièmement, elle a besoin d'un Président qui, sur d'autres questions, chaque fois que l'unité nationale apparaît comme ébréchée ou menacée, d'un Président qui arbitre entre les intérêts concurrents.

- Et puis, elle a aussi besoin, dans la même personne, d'un Président qui préserve les institutions et qui protège les plus faibles, qui exprime, disons, son avis, son conseil. C'est ce que j'ai fait hier au Conseil des ministres, c'est ce que je fais en toutes occasions - pas souvent - qui me paraît indispensable pour la conduite de la France. Il faut que les Français comprennent ce rôle du Président...

- Christine OCKRENT.- Et cela, c'est presque une analyse des institutions que vous nous faites, au moment où on parle presque d'un rééquilibrage des pouvoirs, plutôt du côté du Premier ministre...

- LE PRESIDENT.- Cela, c'est une autre affaire. Ce rééquilibrage, il avait commencé avant M. Chirac. De toutes manières, c'est une bonne chose que le gouvernement soit pleinement responsable des actes du gouvernement, que le Président soit responsable de ce que je viens de dire, et que le Parlement retrouve une large part de l'autorité qu'il devrait avoir dans la confection, l'élaboration et le vote de la loi. Alors, chaque chose sera en place et cela marchera mieux.

- Donc, là-dessus, il n'y a pas de difficultés. J'essaye simplement de faire comprendre que, lorsque j'interviens à propos d'un budget, sur un sujet qui paraît non pas mineur - c'est capital - mais enfin un peu étranger à mes fonctions, il est normal que je dise au gouvernement ce que je dis aux Français : attention d'éviter tout ce qui peut atteindre l'unité nationale.\

Christine OCKRENT.- Alors, un mot encore avant d'aller plus près des Français et de leurs préoccupations. C'est vrai qu'il y a ces affaires qui sortent... les Irlandais de Vincennes, Greenpeace, votre ancien ministre, Christian Nucci, bientôt traduit sans doute devant la Haute Cour... est-ce que cela annonce une campagne où tous les coups seront permis ?

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, posez-moi des questions. Vous me posez celle-là... je n'en sais rien. Moi, je ne ferai pas de coups de ce genre.

- Christine OCKRENT.- Mais est-ce que cela vous donnerait envie de vous livrer à cette forme de pugilat ? Est-ce que le ton...

- LE PRESIDENT.- Non, non je n'ai jamais beaucoup aimé cela. Je n'ai jamais hésité à prendre part au combat d'idées, au combat d'idées, au combat politique, je n'ai pas, quelquefois, ménagé mes adversaires, c'est vrai, mais jamais sur les personnes. Donc, laissez ceux qui en ont le goût, ceux dont c'est la -nature, ceux qui vivent là-dedans, ceux qui aiment patauger... laissez-les faire et, si vous voulez me poser des questions précises sur ces affaires-là, faites-le maintenant, s'il vous plaît.\

Christine OCKRENT.- Ces affaires-là sont en cours. C'est vrai que l'affaire des Irlandais de Vincennes met en cause l'un de vos proches collaborateurs, que vous avez nommé Préfet, qui est l'ancien patron du GIGN, Christian Prouteau. Est-ce que c'est vrai que vous avez donné le feu vert pour que le cours de la justice, qui s'était quelque peu enlisé, soit à nouveau relancé ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas donné le feu vert, j'ai donné un élan décisif à quelque chose qui était complètement enrayé, en effet, je ne sais pas pourquoi. Je vais vous raconter quelque chose... une sorte de confiance...

- Christine OCKRENT.- ... qu'on peut partager.

- LE PRESIDENT.- M. Chalandon m'a demandé rendez-vous. C'est le garde des Sceaux, M. Chalandon. M. Chalandon est venu me voir. Bien entendu, je l'ai reçu. Il m'a dit : "Eh bien voilà, je suis ennuyé, cela fait plusieurs mois que le juge d'instruction me demande l'inculpation du lieutenant-colonel Prouteau pour cette affaire dite des Irlandais de Vincennes, qui date de 1982, parce qu'un officier de gendarmerie l'accuse de lui avoir donné des avis... etc..."

- Christine OCKRENT.- C'est une affaire compliquée.
- LE PRESIDENT.- ... très compliquée... C'est assez simple d'ailleurs, mais enfin cela peut apparaître compliqué.
- "... Alors moi, je ne sais pas quoi faire & cela fait plusieurs mois que je ne réponds pas, que je ne dis pas au Parquet d'envoyer les réquisitions...".
- Je lui ai dit : "Monsieur le garde des Sceaux, je ne comprends absolument pas ce que vous dites là ! Votre devoir est de laisser le juge d'instruction faire ce qu'il a envie de faire & et il ne doit y avoir aucun frein de la part du pouvoir exécutif, ce n'est pas son rôle. S'il sortait de ce rôle-là, il commettrait une faute majeure". Je n'ai pas dit : "incolpez le lieutenant-colonel Prouteau", j'ai dit : "laissez le juge d'instruction agir à sa guise & et s'il estime qu'il faut inculper, à ce moment-là vous devez demander au Parquet ses réquisitions, et le lieutenant-colonel Prouteau sera inculpé".
- Cela dit, je suis obligé de vous dire que j'ai la plus grande estime, que j'aime beaucoup le colonel Prouteau, qui est mon collaborateur et qui le reste, que j'ai pleine confiance en lui. Songez que c'est quand même un homme extraordinaire ! Vous savez combien d'otages de toutes sortes de caractère terroriste ou simplement criminel, il a délivrés ? Quelque 450. C'est lui qui a fondé le GIGN, qui est une troupe d'élite qui nous est enviée dans le monde entier. Il en a été le chef avant d'être mon collaborateur, il a cessé de l'être à ce moment-là.
- Christine OCKRENT.- GIGN qui a donc été impliqué dans cette affaire des Irlandais de Vincennes.
- LE PRESIDENT.- Il n'était déjà plus responsable du GIGN.
- Christine OCKRENT.- On verra donc comment, sur cette affaire-là, la justice va enfin suivre son cours.
- LE PRESIDENT.- Je fais confiance à la justice.\
- Suite sur le colonel Prouteau `
- Vous savez, faire confiance au colonel Prouteau, c'est facile. M. Giscard d'Estaing lui a décerné la légion d'honneur à titre exceptionnel, en raison de ses grands mérites, M. Chirac a tenu à lui tresser, lui aussi...
- Christine OCKRENT.- ... toutes sortes de lauriers...
- LE PRESIDENT.- ... des lauriers mérités. Cet homme a été blessé en plein visage à diverses reprises parce qu'il était le premier à lutter contre les terroristes.
- Christine OCKRENT.- Cela n'empêche qu'une enquête est en cours sur certaines irrégularités qui auraient pu être...
- LE PRESIDENT.- Non, il y a une personne qui est, elle, déjà inculpée, et qui essaye de s'abriter derrière - à tort ou à raison, je n'ai pas à en juger - le colonel Prouteau, en l'accusant. Il y a une personne qui accuse le colonel Prouteau de lui avoir donné un mauvais conseil.
- Christine OCKRENT.- Je suis sûre que les Français seront nombreux à suivre cette affaire. Je vous propose maintenant de nous rapprocher...
- LE PRESIDENT.- Les Français, ils apprendront à respecter et à aimer le colonel Prouteau, qui est pour moi le prototype de ce que notre armée peut produire. Je l'estime désintéressé et je fais confiance à son courage et à son sens de la vérité.\
- Christine OCKRENT.- Nous avons parlé un peu politique, nous avons parlé actualité...
- LE PRESIDENT.- Il n'y a pas d'autres affaires dont vous voulez me parler ?
- Christine OCKRENT.- Il y en a toutes sortes d'autres, mais nous avons le temps, vous me l'avez rappelé...
- LE PRESIDENT.- Bon, d'accord.
- Christine OCKRENT.- Quel que soit le climat politique, qui se tend, c'est un fait, c'est vrai aussi que les préoccupations des Français appartiennent à un tout autre registre. Vous allez le voir.
- (reportage filmé)
- Christine OCKRENT.- Vous avez entendu ces mots-clés : chômage, terrorisme, Sida, racisme. C'est aussi ce que prouve le sondage que l'Institut Ipsos a fait pour cette émission et que le magazine "Le Point" publiera dans son intégralité, dans son prochain numéro.
- Deux phénomènes, dans ce sondage : on constate que le chômage reste bien sûr,

malheureusement, la préoccupation numéro un des Français, mais regardez ce qui apparaît, regardez ces chiffres.

- D'abord le terrorisme : le terrorisme concerne beaucoup de gens aujourd'hui, en France : 42 % des personnes interrogées. 37 % se sentent un peu concernés. Et puis, presque au même rang de préoccupation, le racisme, le racisme qui, aujourd'hui, concerne 69 % des gens, et très près derrière, si j'ose dire, le Sida & le Sida qui concerne aujourd'hui 63 % des Français.

- Ces préoccupations, monsieur Mitterrand, n'apparaissent pas au début de votre septennat & elles prouvent à quel point les phénomènes de société pèsent sur la vie des Français et, d'une certaine manière, on a le sentiment que les hommes politiques ne sont pas très rôdés sur ce terrain.

- LE PRESIDENT.- C'est un jugement peut-être trop général et si j'ai répondu à d'autres questions, jusqu'alors, c'est parce que vous me les avez posées.

- Christine OCKRENT.- C'est un fait.

- LE PRESIDENT.- Nous aurions pu passer directement aux sujets présents, dont je reconnais avec vous qu'ils sont tellement plus importants.

- Christine OCKRENT.- Si vous le voulez bien, commençons...

- LE PRESIDENT.- Je voudrais vous répondre quand même sur un point, c'est que le terrorisme et le chômage n'ont pas commencé en 1981.

- Christine OCKRENT.- Bien sûr, simplement...

- LE PRESIDENT.- Le chômage a commencé avec la grave crise pétrolière en 1973 - 1974. Il y avait déjà 1700000 chômeurs en 1981. Et le terrorisme, malheureusement, vous vous souvenez... la rue Copernic...

- Christine OCKRENT.- Tout à fait, mais encore une fois, nous nous intéressons aux préoccupations des gens, à la manière dont les gens ressentent cette affaire...

- LE PRESIDENT.- Vous avez raison de le dire, je tenais à apporter cette précision.\

`Suite sur la préoccupation des Français` Christine OCKRENT.- ... et si vous voulez bien, on va commencer par le terrorisme. Pourquoi ? Parce que la date nous l'impose : il y a un an, jour pour jour, le 17 septembre 1986, elle faisait des courses rue de Rennes, à Paris, avec sa mère. A 17h30, la bombe explose. Elle a le pied arraché, sa mère est tuée. Je vous présente Brigitte Desbart (?), monsieur le Président. Elle a 24 ans et je salue son courage de parler ce soir. Brigitte, un an déjà, un an de souffrances. J'imagine, pas un jour d'oubli.

- Brigitte DESBART.- Non, pas d'oubli en ce jour. Un an, cela paraît certainement long pour les personnes qui n'ont pas vécu ce phénomène, sauf par l'intermédiaire de la presse, mais je veux dire qu'un an, ce n'est rien, c'est comme si c'était hier, et même si aujourd'hui je vis et je suis là pour témoigner, peut-être pour que les gens se rendent compte de ce qui est arrivé, cela peut les toucher, cela n'arrive pas qu'aux autres malheureusement...

- Christine OCKRENT.- Quand on est ainsi frappé, comme vous l'avez été, est-ce qu'on se révolte ? Contre quoi ? Contre le destin, contre la société, contre la politique ?

- Brigitte DESBART.- Je ne crois pas au destin. Je ne pense pas que c'est le destin des Français qui se promènent dans une rue, de sauter sur une bombe, d'être blessés, de mourir. Je ne crois pas que c'est le destin. Alors, c'est certainement une responsabilité politique, c'est sûr, et je voudrais, par là, expliquer que tous ceux qui nous regardent ce soir doivent comprendre que c'est un problème qui les touche, même si 37 % se sentent "un peu concernés" & malheureusement les menaces qui pesaient sur notre sécurité n'ont pas disparu, le CSPPA qui avait déclaré que l'été serait très chaud - heureusement, il ne l'a pas été - mais nous ne savons pas si l'hiver ne sera peut-être pas rigoureux.

- Christine OCKRENT.- Vous parlez d'un groupe terroriste libanais. Mais est-ce que cela veut dire que vous, vous ressentez un intérêt constant et très vif pour ce qui se passe au Proche-Orient, ou au contraire, est-ce que vous avez une espèce de rejet ?

- Brigitte DESBART.- Les deux. Cela dépend des périodes. Il y a des moments où on rejette, on veut essayer d'oublier, mais finalement on sait très bien que c'est dans notre tête. On est assez révolté, c'est vrai, par rapport à ce qui s'est passé, non seulement pour ce qui m'est arrivé personnellement, d'abord parce que je ne suis pas la seule, parce qu'il y a eu d'autres victimes

personnellement - d'abord parce que je ne suis pas la seule, parce qu'il y a eu d'autres victimes, des blessés - surtout pour toutes ces personnes qui ont disparu, tout cela...

- Christine OCKRENT.- Vous avez ressenti la solidarité de la société ?

- Brigitte DESBART.- De la société, pas à tous les niveaux. C'est sûr que, moi, j'ai certainement eu la chance de rencontrer la solidarité, d'abord au niveau familial, et puis par mes amis, par mon frère, et puis aussi par l'équipe médicale qui m'a soignée, également par l'Association qui a été créée par Mme Rudetsky SOS Attentats. Je veux dire que je suis peut-être privilégiée. Il y a des personnes qui sont dans des situations bien plus défavorables que la mienne. Je voudrais dire aux Français que la solidarité entière de la nation doit jouer non seulement parce que nous sommes tous des victimes potentielles, parce que demain l'un de vous ou l'un de vos proches peut en effet avoir la malchance de tomber dans la rue, comme un chien, mais en plus, parce que nous sommes en démocratie et que donc, par notre droit de vote, nous avons élu des représentants, qu'ils soient de gauche ou de droite, peu importe, là n'est pas le problème. Malheureusement, aucun gouvernement, pour l'instant, n'a su et n'a pu faire face à cette montée de la terreur aveugle. Donc par là-même, je pense que les Français, tous ensemble, doivent être solidaires et doivent se sentir un peu responsables.\

` Suite à propos de Brigitte Desbart, victime de l'attentat terroriste rue de Rennes le 17 septembre 1986 `

- Christine OCKRENT.- Monsieur Mitterrand, est-ce qu'on peut imaginer... est-ce que vous pourriez dire à Brigitte quelle forme nouvelle, peut-être, cette solidarité pourrait prendre ?

- LE PRESIDENT.- Vous m'interrogez comme cela. Je me trouve là soudain, devant cette jeune femme. Ce qu'elle dit ne peut que bouleverser ceux qui l'entendent. Comment intervenir soudain dans la vie d'un être frappé de cette façon ?

- C'est vrai, le terrorisme, c'est une guerre, c'est une guerre, c'est une guerre à domicile, comment dirais-je ? C'est une guerre chez soi. On va vous chercher dans la rue, pendant qu'on fait ses courses. C'est une guerre qui doit être considérée comme une guerre, aussi bien par les gouvernements qui ont à y faire face, car ils le font d'une façon générale, que par les Français qui doivent se prémunir.

- Quant à la somme de souffrances que cela représente pour ceux qui ont été atteints, moi je préfère me taire, comme on se tait devant la douleur et le chagrin de ceux qu'on aime.\

` Suite à propos de Brigitte Desbart, victime de l'attentat terroriste rue de Rennes le 17 septembre 1986 `

- Christine OCKRENT.- Brigitte, est-ce qu'on peut, quand on a vécu ce que vous avez vécu, accepter que la raison d'Etat mette un frein à ce que vous êtes en droit de savoir ?

- LE PRESIDENT.- Quelle raison d'Etat ?

- Christine OCKRENT.- Je pense à l'enquête qui est en cours, c'est vrai que nous ne savons toujours pas... On n'a toujours pas dit, on n'a toujours pas désigné les véritables coupables de l'attentat de la rue de Rennes, pour ne parler que de celui-là.

- Brigitte DESBART.- Je ne voudrais pas polariser l'attention sur l'attentat de la rue de Rennes. Il y en a eu d'autres, il n'y en a pas eu depuis, heureusement. Ce qui est le plus difficile à supporter, ce n'est pas tellement au niveau physique, mais c'est surtout ce que je vis moralement, à savoir que je ne peux pas supporter l'idée que, quelque part dans le monde, des gens qui ont exécuté ces attentats ou qui les ont commandés vivent tranquillement, peut-être en jubilant justement du fait de ce qui est arrivé, de cette déstabilisation qu'ils ont entraînée, de ces vies qu'ils ont brisées. Je voudrais savoir si l'Etat responsable, puisque nous sommes Français, puisque nous formons une nation, est vraiment prêt à mettre tous les moyens en oeuvre pour que les responsables, les coupables, quels qu'ils soient, soient vraiment désignés, pour que la police, pour que la justice puissent exercer, indépendamment de tout ce qui est politique, son rôle, afin que la raison judiciaire l'emporte justement sur la raison d'Etat.

- LE PRESIDENT.- Il n'y a pas de raison d'Etat dans une affaire de ce genre.

- Brigitte DESBART.- Mais, monsieur Mitterrand, excusez-moi, il me semble que l'information ne passe pas, non seulement envers nous, citoyens, que nous soyons victimes ou pas, nous ne sommes pas au courant, nous savons à peu près d'où vient le terrorisme, mais qui exactement ?

Nous ne le savons pas. J'ai lu aussi, notamment à travers la presse et à travers différents livres, que l'information ne passe non plus au niveau des services de police, par exemple entre les différents services, que ce soit la DGSE ou la DST, l'information ne passe pas car il y a, comment dire... des barrages politiques.

- LE PRESIDENT.- Je suis convaincu que si le gouvernement - je n'ai pas à m'exprimer en son nom, mais c'est une affaire qui concerne le pays tout entier - sait qui a tué, qui a voulu tuer, il le dira. Mais c'est une recherche difficile. On peut certes déjà à peu près circonscrire les lieux. Vous savez bien les lieux où il y a des organisations terroristes et aussi quels Etats les soutiennent, quels sont les Etats qui les dirigent, qui les gouvernent. Puisque c'est une guerre - j'ai employé le terme tout à l'heure - il faut employer les moyens de la guerre, à condition d'être sûr de savoir aussi exactement que possible, et de ne pas condamner des gens qui, à leur tour, seraient innocents.

- C'est donc une affaire extrêmement difficile, vous savez, c'est un terrorisme qui vient généralement de l'extérieur, qui vient de loin, qui sait se dissimuler. C'est une guerre d'usure qui exige beaucoup de patience et de courage.\

\ Suite sur l'enquête à propos des attentats terroristes de septembre 1986 à Paris` Christine OCKRENT.- Mais on n'a jamais désigné l'ennemi.

- LE PRESIDENT.- Comment vous dire...

- Christine OCKRENT.-... On n'a jamais désigné le ou les pays.

- LE PRESIDENT.- Parlons clairement. Les criminels, dans un temps, on a dit : c'est l'OLP. On ne le dit plus pour l'instant, par rapport aux problèmes qui nous frappent, nous. On a dit : ce sont les groupes Hezbollah, ils portent des noms différents, Jihad islamique..., puisqu'ils s'en réclament eux-mêmes, ils le proclament. Ces criminels totalement méprisables, il faut détruire, ils ont des otages. Ce qui est vrai, c'est qu'il y a des Etats qui ont prêté la main.

- On parle d'un sujet difficile parce qu'il y a des Français qui sont détenus actuellement, et dont le sort dépend de ceux que je pourrais désigner, du moins sur lesquels se portent ma pensée et mon soupçon. Alors, là-dessus, j'observe généralement une grande discrétion. Je dis simplement que les Etats, on les connaît, vous les connaissez, l'opinion les connaît. Il y a deux ou trois Etats qui ont encouragé, subventionné, entretenu le terrorisme. En effet, ces Etats-là doivent être tenus en lisière et doivent être dénoncés en tant que tels, mais je n'en dirai pas davantage, pour ne pas nuire aux Français et aux autres qui sont, à l'heure actuelle, menacés de mort.

- Christine OCKRENT.- Je voudrais, en tout cas, remercier Brigitte Desbart, pour son témoignage. Je vous signale monsieur le Président, qu'elle veut devenir juge d'instruction. Bonne chance, Brigitte.\

Christine OCKRENT.- Monsieur Mitterrand, vous parliez des otages. Les démocraties, on le sait, sont faibles, du fait de leurs jeux internes. Est-ce qu'on peut craindre que notre calendrier politique fige et gèle encore davantage le processus que l'on espère toujours en cours pour libérer ces otages ?

- LE PRESIDENT.- Non, les problèmes intérieurs ne pèsent aucunement là-dessus.

- Christine OCKRENT.- Le calendrier politique...

- LE PRESIDENT.- Non, non, aucunement. Nos adversaires savent bien qu'il n'y a pas un Français digne de ce nom, quelle que soit sa position politique ou quelles que soient ses ambitions, qui ne ferait pas tout ce qu'il faut pour combattre le terrorisme.

- Christine OCKRENT.- On a bien vu dans le cas des otages américains à quel point les Iraniens, pour les nommer, ont attendu un changement de Président...

- LE PRESIDENT.- Oui, c'est vrai et il faut que les dirigeants français soient assez patriotes pour être vraiment à l'abri de ce genre de dénonciation et de suspicion. Chacun doit faire son devoir clairement. Moi, je ne soupçonne personne de s'adonner à des manoeuvres de ce genre, et s'il en est, s'il devait y en avoir, alors, ils devraient être livrés au mépris public, c'est évident.

- Christine OCKRENT.- Un mot encore. Les Français, dans le sondage que publiera "Le point", ont vis-à-vis de la politique anti-terroriste des gouvernements successifs depuis 1981 une opinion positive. Quand le RPR fera de la sécurité un axe porteur de sa campagne, vous trouverez que ce

sera légitime ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que tous les gouvernements que j'ai connus peuvent se targuer d'avoir vraiment lutté et obtenu des résultats contre le terrorisme. Donc, ce gouvernement comme les autres. Il y a des hommes énergiques qui s'en occupent et qui ont beaucoup de constance dans leur action, mais j'en ai connu d'autres. Moi, personnellement, je n'accepterais pas qu'il y ait une sorte de monopole dans la défense de la France, ni par celui-ci, par celui-là, ni ne m'en prévaudrais au bénéfice de ceux qui seraient plus proches de moi & ce n'est pas juste.

- Christine OCKRENT.- Avant d'explorer les nouvelles préoccupations des Français, si vous le voulez bien, un entracte publicitaire.

- (Publicité).\

Christine OCKRENT.- Venons-en maintenant, monsieur le Président, à cette préoccupation des Français qui n'est certes pas nouvelle, mais qui pèse très fortement sur notre société, je veux parler du racisme. On l'a vu tout à l'heure, 69 % d'entre eux se sentent concernés. A votre avis, est-ce que c'est le fait de la crise économique et du chômage, ou est-ce que c'est le jeu des forces politiques qui a servi de révélateur ces derniers temps ?

- LE PRESIDENT.- Il y a une réalité raciste en France. Elle n'est pas dominante. Elle touche tout de même une fraction de la population. On peut incriminer ce que l'on voudra mais c'est souvent l'ignorance, ce sont souvent les difficultés de la vie quotidienne, bon, très bien... Quand je dis très bien, bien entendu, je trouve que c'est très mal, mais je veux dire que cela s'explique très bien. A partir de là, le devoir de tous ceux qui peuvent conduire l'opinion, ceux qui dirigent des églises, des sociétés de pensée, des sociétés philosophiques...

- Christine OCKRENT.- Et des partis politiques.

- LE PRESIDENT.-... et de l'autre côté, les partis politiques, doivent veiller non seulement à ne pas mettre de l'huile sur le feu, à ne pas aggraver cette propension naturelle, à attribuer toujours à d'autres, la cause de ses propres difficultés. Et puis, c'est tellement facile. Ils sont noirs, ils sont jaunes, ils sont ceci, ils sont cela... Généralement, ce sont des gens qui vivent durement, des prolétaires. On les voit trainer dans la rue quand ils sont chômeurs. Naturellement, c'est facile à exploiter. Le premier devoir des politiques, et des autres, c'est non seulement de ne pas faciliter cette propension d'un certain nombre de nos compatriotes, mais aussi, renversant la vapeur, de leur dire, de leur apprendre, de leur expliquer que c'est une erreur fondamentale. Toute l'histoire de France s'est faite de races et d'espèces tout à fait différentes.

- Christine OCKRENT.- Monsieur Mitterrand, est-ce que vous seriez partisan de la levée de l'immunité parlementaire de Jean-Marie Le Pen ?

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, moi, je ne suis pas parlementaire...

- Christine OCKRENT.- Vous l'avez été longtemps.

- LE PRESIDENT.- Oui, pendant trente cinq ans, mais véritablement, je ne pense pas qu'il y ait de procédure qui permette - c'est une question un peu en l'air - qui permette cette chose-là. En tout cas, je désapprouve évidemment très simplement, sans hausser le ton, mais vraiment avec ma conviction personnelle, je désapprouve totalement les propos de cette sorte, qui n'ont pas de sens utile par rapport au service de la France, mais qui, en même temps, ne peuvent qu'aigrir des relations déjà compliquées.

- Christine OCKRENT.- Est-ce que vous pensez avec le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, qu'il serait peut-être une bonne idée de faire de la contestation des crimes nazis un délit, comme c'est le cas en Allemagne fédérale dans leur législation ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que oui. L'Allemagne, bien entendu, a souffert plus que quiconque du mal qui l'a mise un moment au ban des nations, mais je crois que la guerre n'est pas si loin, le souvenir doit durer surtout & il faut que les Français d'aujourd'hui qui pourraient oublier, après tout, les gens de moins de cinquante à soixante ans, vivent aujourd'hui par la mémoire collective.\

Christine OCKRENT.- Un mot encore sur Jean-Marie Le Pen. Est-ce que vous ne vous sentez pas responsable de la légitimité que lui, ses idées, ses amis politiques, ont acquises grâce à la proportionnelle ?

LE PRESIDENT.- Ah, écoutez, vraiment... Dans l'Europe entière, la proportionnelle est le rôle

- LE PRESIDENT.- Ah, écoutez, vraiment... Dans l'Europe entière, la proportionnelle est la règle, sauf en Grande-Bretagne et chez nous. Il y a peut-être d'autres pays, mais grosso modo, c'est ce que je viens de vous dire, et ces pays sont des pays démocratiques. Ils ont affaire souvent à des mouvements d'extrême-droite.

- Non, ce n'est pas juste de dire cela. La réalité, c'est que ce n'est pas le modèle électoral qui fait les choses. Après tout, il y a quelques années, il y avait le mode de scrutin majoritaire, à Dreux, on ne parlait pas encore de tout cela. Il fallait abattre un maire socialiste, une jeune femme de grand talent `Françoise Gaspard`. A ce moment-là, il faut le reconnaître, tous les éléments, disons conservateurs, se sont ligüés avec les premiers éléments du Front national sur un thème raciste pour dire : à Dreux, il y a trop de noirs, de Maliens, il y a trop d'arabes, de ceci, trop de cela... En réalité, c'est une affaire que j'ai suivie de près, il y avait quelque 9100 ou 9200 immigrés à Dreux et depuis 1981, il n'y en avait guère que 100 de plus. Le problème était donc très ancien, mais jamais les partis de progrès, les partis de gauche ne s'étaient servi de ce détestable argument. Alors, pour abattre cette liste socialiste, on s'est associé au Front National de M. Le Pen et on a développé une campagne raciste et on a gagné les élections municipales. Après cela, on a un peu baissé le ton, mais on avait empoché le bénéfice du racisme larvé. La responsabilité est très lourde de la part des partis et des mouvements qui ont, disons, pactisé avec ce Front et qui continuent de pactiser...

- Christine OCKRENT.- Sur le -plan régional...

- LE PRESIDENT.- Oui, mais enfin la France est composée de métropolitains, de vingt-deux régions, c'est la vie quotidienne. Qu'est-ce que vous voulez... Lorsque j'entends M. Le Pen s'exprimer de la manière que vous savez, qui vraiment n'est pas acceptable, qui est détestable, qui doit être rejetée, mais quand on apprend qu'en même temps, dans la région d'Ile de France, un accord majoritaire est en train de se faire avec le parti de M. Le Pen en payant le prix de la manière suivante : l'entrée de ce parti-là dans les conseils d'administration des lycées et des collèges, c'est-à-dire que là où on apprend l'histoire, par combinaison, comme cela, pour avoir une majorité, on compose bien plus gravement. Avec quoi ? Avec tout ce qui doit être rejeté, tout ce qui doit être refusé, tout ce qui nuit au corps social de la France.

Christine OCKRENT.- Ce corps social, vous le disiez tout à l'heure, qui a toujours eu ce courant raciste...

- LE PRESIDENT.- Il y a toujours une minorité, naturellement, à tendance raciste. Elle est composée souvent de gens qui ne se rendent pas bien compte de ce pourquoi ils le sont devenus...

- Christine OCKRENT.- Alors, justement, monsieur le Président...

- LE PRESIDENT.- C'est un effet de la misère.

- Christine OCKRENT.- Ces gens-là, nous allons en rencontrer, nous allons pousser leur porte, et nous allons écouter une conversation que l'on peut entendre facilement en France.

- (reportage filmé)

- Christine OCKRENT.- Voilà, monsieur le Président, des Français, des gens de bonne foi qui, sûrement, ne s'estiment pas racistes. Qu'est-ce qu'on peut leur dire ?

- LE PRESIDENT.- Je suis sûr que, parmi ceux qui participaient à cette conversation, il y a beaucoup de braves gens, ce sont sans doute, et même tous, des braves gens. Ils se sont tous exprimés franchement, ils ont exprimé ce qu'ils pensaient. C'est un phénomène qui ne s'arrête pas à eux, c'est évident. Voyez alors la responsabilité de ceux qui en savent davantage, de ceux qui ont pu réfléchir, de ceux qui sont plus responsables ! Il y a eu des voix de bon sens qui se sont fait entendre aussi, de sagesse, et même de générosité, mais enfin, au total, la connotation, comme on le disait, est plutôt défavorable à la présence d'étrangers de ce type, surtout Arabes, en France. Alors les responsables politiques, qui sont responsables de l'histoire de France, le peuple français dans son ensemble, mais particulièrement ceux qui ont été désignés pour cela, doivent prendre garde à ce qu'ils disent et à ce qu'ils font.

- Vous savez, prenons la question des immigrés de la première génération : dans le Lot, il y a un siècle et demi, c'est ce qu'on disait des Italiens, et cela a donné Gambetta.

- Pour la deuxième génération, c'est en effet plus difficile. Il y a des groupes ethniques

d'immigrés qui ont leur religion, qui ont leurs moeurs, qui tiennent à les préserver et c'est bien normal, qui ne cherchent pas à s'assimiler tout aussitôt. Mais ils apportent leur travail. Ils sont là pourquoi ? Ils ne sont pas venus par plaisir - ils aiment bien leur pays, ils préféreraient être dans leur pays - ou bien, comme les Harkis, ils sont en France parce qu'ils ont servi la France.

- Alors donc ils apportent leur travail, ils doivent recevoir la protection des lois qui protègent tout travailleur, dans la vie sociale, dans la vie quotidienne.

- Il faut expliquer cela, et à ce moment-là, je suis sûr que ce type de conversation devrait peu à peu, se transformer en une plus grande générosité. Vous voyez ce qui vient d'être dit d'Harlem Désir - c'est d'ailleurs faux essentiellement, mais enfin peu importe, si cela avait été vrai, le raisonnement aurait été le même - est-ce que vous trouvez meilleur exemple de générosité, d'ouverture de coeur et d'intelligence de la situation ? Ce garçon, il parle beaucoup mieux de la France que bien des Français "d'origine", comme on dit, qui en parlent aujourd'hui.

- Christine OCKRENT.- Le code de nationalité...

- LE PRESIDENT.- Il est Français autant que moi, autant que vous.\

Christine OCKRENT.- Vous parlez des lois, des protections qu'il faut offrir aux immigrés ou aux gens qui ont choisi de vivre en France.

- LE PRESIDENT.- Oui, absolument.

- Christine OCKRENT.- Est-ce que vous considérez que c'est une bonne chose que le Premier ministre ait repoussé l'échéance du code de nationalité ?

- LE PRESIDENT.- Naturellement, comme beaucoup d'initiatives, dont quelques-une assez connues, de ce gouvernement... et tenez, voilà le rôle du Président de la République pratiquement, à peu près tous les projets de loi, toutes les initiatives sur les faits de société qui ont été proposés par ce gouvernement et auxquels il a dû renoncer, ou qu'il a dû retarder après les élections, je lui ai conseillé de ne pas les faire. Il ne m'a pas assez écouté ! Je dis cela pour détendre un moment notre conversation...

- Le code de la nationalité était au fond une mauvaise idée dans la façon dont il a été abordé. Tout de suite des éléments de propagande se sont déchaînés. Il y a quelques mois on disait : c'est nécessaire, et puis aujourd'hui cela l'est déjà beaucoup moins. En politique, les choses sont comme cela.

- Christine OCKRENT.- Et là, vous êtes connaisseur.

- LE PRESIDENT.- Je suis connaisseur... je suis dans la vie politique depuis longtemps, c'est sûr. Vous voulez peut-être me rappeler que cela fait longtemps ? Mais c'est vrai, j'ai acquis une expérience.

- Christine OCKRENT.- Il faudrait peut-être rappeler que vous continuez à en faire.

- LE PRESIDENT.- J'ai acquis de l'expérience et, je l'espère, mais je n'ose pas le dire, un peu de sagesse. J'espère...\

Christine OCKRENT.- Monsieur le Président, il y a d'autres racismes dans notre société, il y a d'autres exclusions, d'autres oeillères que la société fabrique et puis qu'ensuite le destin, la nature, l'histoire se chargent de disloquer.

- Les Français savent aujourd'hui qu'il existe une maladie pour le moment incurable et qui est le SIDA. On l'a vu tout à l'heure, 63 % d'entre eux se sentent concernés. Pourquoi une telle proportion, à votre avis ? C'est la mort ? Parce que cela met en cause l'attitude de notre société vis-à-vis de la mort ?

- LE PRESIDENT.- C'est la mort, et la mort qui se situe aux sources même de la vie. On pourrait dire que c'est le cas de toute vie, elle est déjà frappée par la mort, mais c'est le mal qui s'identifie à l'éclosion même de la vie. Il y a donc là un certain nombre d'éléments qui frappent l'esprit, indépendamment de tout ce que nous pouvons dire dans un moment sur la façon de traiter ces choses.

- Christine OCKRENT.- Alors justement, en France, parmi nous, il y a de plus en plus de gens qui apprennent à vivre avec non pas la maladie, mais la menace de la maladie. Ils ne sont pas malades, encore une fois, mais ils savent qu'ils peuvent le devenir.

- LE PRESIDENT.- Oui, oui...

- Christine OCKRENT.- Jean-Paul Badjani, bonsoir ! Vous acceptez avec nous de témoigner...
- Jean-Paul BADJANI.- Bien sûr.
- Christine OCKRENT.- Je vous en remercie et je vous admire, vous êtes séropositif, c'est-à-dire que votre organisme abrite un virus qui sommeille et qui menace. Vous le savez depuis longtemps ?
- Jean-Paul BADJANI.- Je l'ai appris il y a deux ans.
- Christine OCKRENT.- Pourquoi acceptez-vous ce soir de témoigner ?
- Jean-Paul BADJANI.- Je l'ai appris il y a deux ans.
- Christine OCKRENT.- Pourquoi acceptez-vous ce soir de témoigner ?
- Jean-Paul BADJANI.- J'accepte de témoigner parce que je crois qu'il faut montrer aux Français qu'être séropositif, ce n'est pas être pestiféré. C'est quelque chose qui peut arriver à tout le monde, qui peut arriver à vos enfants, qui peut arriver absolument à tout le monde.
- On se rend compte aujourd'hui que les malades séropositifs peuvent être issus de tous les milieux et peuvent être toutes sortes de gens dans la population. Comme moi, j'ai eu la chance de bien vivre psychologiquement ma séropositivité, puisque ce n'est pas une maladie, c'est un état, je souhaite aujourd'hui que d'autres puissent en faire autant et je pense que pour cela, il faut témoigner.
- Jusqu'à présent, quand on était séropositif ou quand on avait cette maladie, on se cachait, on était montré derrière un écran noir, ou des choses comme cela, ce qui, je crois, engage encore un peu plus l'idée de maladie honteuse. Or c'est bien vrai qu'il n'y a pas de maladie honteuse. Toutes les époques ont eu leur maladie honteuse : le Moyen-Age a eu la peste, le 19ème siècle a eu la tuberculose, aujourd'hui c'est le SIDA. Qu'est-ce que c'est qu'une maladie honteuse ? C'est une maladie qui médicalement n'a pas encore trouvé sa solution. Toutes les maladies ont trouvé un jour leur solution, le SIDA trouvera un jour aussi sa solution. Donc il n'y a aucune raison de ne pas en parler. Je vais donner un exemple : si j'avais de l'artériosclérose, ou du diabète, je pense que je pourrais en parler à la télévision, ce serait tout à fait clair, cela se fait tous les jours. Pourquoi est-ce que quand on est séropositif, on ne peut pas en parler ?
- Christine OCKRENT.- C'est un pas formidable !\`
- ` Suite à propos du SIDA et du témoignage de Jean-Paul Badjani `.
- LE PRESIDENT.- D'abord je dirai que je vous dois des remerciements, à vous, Christine OCKRENT, et à vous, monsieur, pour avoir osé ce témoignage, pour que les Français prennent conscience que lorsque l'un d'entre nous est frappé, au lieu aussitôt de le mettre à l'écart, chacun doit se sentir solidaire pour l'aider.
- Jean-Paul BADJANI.- Cela, monsieur le Président, je m'excuse, je crois qu'il faut le dire à tous ceux qui sont séropositifs, parce que je pense que le mur qu'il y a entre la société et eux, ils peuvent les premiers le détruire.
- J'ai un petit exemple à vous donner. Excusez-moi, monsieur le Président, d'être un peu long, mais depuis que j'ai décidé de participer à cette émission, j'ai annoncé cela à tous les gens de mon entourage, dans mon entourage professionnel, dans mon entourage familial, à mes amis. Et les réactions quelles qu'elles soient ont toutes été unanimes. Donc c'est bien la preuve qu'on ne doit pas rester seul avec son problème de séropositivité. Pour cela, il faut se réunir, il faut en parler.
- Je dois dire que je dois beaucoup à l'association "Aides" qui a été créée pour venir en aide aux malades atteints du SIDA, et qui aujourd'hui s'intéresse beaucoup aux problèmes des séropositifs. Dans cette association, nous nous réunissons en groupes, régulièrement, pour parler de ces problèmes, et je crois qu'en effet il faut en parler, parce que si on n'en parle pas, cela restera une maladie honteuse.
- Christine OCKRENT.- Nous le faisons ce soir.
- LE PRESIDENT.- Les paroles qui viennent d'être dites par un séropositif ont beaucoup plus de portée que celles que nous pourrions dire vous et moi.\`
- Christine OCKRENT.- ` Suite à propos du SIDA ` Quelles précautions légitimes cependant peut-on accepter de la part de la société ? On voit plusieurs pays... je lisais encore ce matin que Cuba, par exemple, au moment des tests éliminés à ses 10 millions d'habitants

exemple, va imposer des tests obligatoires à ses 10 millions d'habitants.

- Jean-Paul BADJANI.- Je vais peut-être étonner, et je ne voudrais pas être paradoxal, mais il me paraît tout à fait normal que les sociétés se protègent contre un certain nombre de fléaux.

- Mais ce qui est dramatique, c'est que toutes les mesures de protection, ou soi-disant de protection, qui ont été prises par ces sociétés - heureusement, en France, à ce jour, aucune mesure n'a été prise - c'est une chose qu'il faut reconnaître, et là il n'y a pas de problème politique car je pense que tout le monde est d'accord sur ce point - vont à l'encontre de la protection de ces sociétés. Que va-t-il se passer, par exemple, si on veut comme aux Etats-Unis ou en Bavière rendre les tests obligatoires ? Eh bien, c'est très simple, les gens ne voudront pas se faire tester. Ne voulant pas se faire tester, ils ne sauront pas ce qu'ils ont, ils pourront contaminer les autres et donc la société ne sera pas protégée. Le test obligatoire ne peut en aucun cas être une protection pour la société.

- Est-ce qu'on peut donc imaginer, monsieur Mitterrand, au niveau des mesures qui ont déjà été prises, d'ailleurs, par Mme Barzach, que l'on encourage des tests volontaires ?

- LE PRESIDENT.- Ce qu'a fait Mme Barzach sur ce terrain-là correspond exactement à ma propre pensée. Je pense qu'elle a su rester, exactement là où il fallait rester : à la fois bien entendu veiller à ce que cela ne se propage pas, dans la mesure où on le peut, et surtout organiser les moyens de prémunir, de prévoir, de guérir, et je pense qu'il ne faut pas à partir de là, tomber dans les excès que l'on peut regretter en Bavière ou dans certains Etats des Etats-Unis d'Amérique.

- Je crois qu'il y a là une sorte de sagesse, de juste milieu. Mais enfin, c'est vous, monsieur, qui vivez cette épreuve, qui en même temps pouvez en ressentir les conséquences générales pour le pays. Votre jugement m'importe beaucoup.

-\

Jean-Paul BADJANI.- Merci, monsieur le Président, mais je voudrais peut-être aller un peu plus loin...

- Le PRESIDENT.- Dites-moi...

- Jean-Paul BADJANI.- Je pense, pour essayer de bien faire comprendre ma démarche, je pense qu'être séropositif aujourd'hui, c'est être responsable. Je m'explique : il y a à peu près, en France, 200000 personnes - on l'imagine - porteurs de ce virus. Il y a environ une trentaine de milliers de séropositifs. Je crois qu'il y a une différence : le séropositif, c'est celui qui s'est responsabilisé, qui a fait la démarche de se faire faire le test et qui, donc, ensuite, agit pour lui-même et pour les autres.

- Je pense donc que ce test - et j'aimerais, monsieur Président, avoir votre avis là-dessus - doit devenir non obligatoire, doit être volontaire, qu'il doit être anonyme bien entendu, et gratuit. Je pense que l'anonymat est une chose importante car si l'on veut que les gens puissent, sans aucun problème, se faire tester, il faut que cela soit anonyme. Il faut aussi, bien entendu, que si l'on communique quoi que ce soit à des fins thérapeutiques ou médicales - car on a vu, dans certains pays, par exemple, les Compagnies d'assurances allemandes se réunir pour demander, sur les assurances-vie, demander des tests de séropositivité - cela reste anonyme car c'est la vie de tous les jours qui est atteinte.

- Je ne sais pas si vous vous rendez compte, monsieur le Président, mais je suis comme vous, je suis en bonne santé - il n'y a aucun problème, aucune différence. A partir du moment où l'on voudra obliger les gens à se faire tester, on en fera des parias alors qu'ils ne sont pas malades.

En dehors de cela, il y a une incohérence... ou bien on met d'un côté les séropositifs et, de l'autre, on dépense des milliards pour la recherche médicale... Pour une société, c'est là une solution incohérente, monsieur le Président. Je ne sais pas ce que vous en pensez, je vous ai rarement entendu parler de ce problème et j'aimerais que vous me parliez de cela, s'il vous plaît.

- LE PRESIDENT.- Je vous promets, monsieur, de m'exprimer à ce sujet. Je pense que, ce soir, la -nature même de cette émission ne permet pas - parce que vous avez dit l'essentiel - de s'y attarder beaucoup plus.

- Pas d'exclusion. Avoir conscience. Vous avez conscience et vous voulez communiquer cette conscience. C'est une forme de contagion, la vôtre : c'est prendre conscience. L'Etat, le pouvoir,

la médecine, et aussi, les séropositifs, bien entendu il faut tout faire pour enrayer les contagions, mais on peut faire aussi appel à la dignité, à la conscience. J'ai l'impression que vous venez de le faire, ce soir.

- Christine OCKRENT.- Nous vous remercions, monsieur. Il y a eu bien d'autres maladies dans notre histoire qui ont provoqué la terreur & elles ont pratiquement toutes été vaincues. Merci.

- Monsieur Mitterrand, nous allons parler davantage de politique dans un instant, mais puisqu'il faut faire une pause, si vous le voulez bien, nous allons faire tout de suite une pause publicitaire.

- (Publicité).\

Christine OCKRENT.- Terrorisme, racisme, Sida, on l'a vu, on vous a entendu, monsieur le Président, ce sont des terrains nouveaux pour l'action politique, et pourtant, quand on interroge les Français sur l'efficacité des hommes politiques, sur la pérennité, l'utilité de leur action, on les trouve bien sceptiques. Comprennent-ils les problèmes des Français ? Ils n'en sont pas sûrs.

- (Films d'interview)

- C'est votre cas, monsieur le Président ? Bien sûr.

- LE PRESIDENT.- Je voudrais dire surtout aux Français qui viennent de s'exprimer comme cela et à ceux qui pensent comme eux : mesdames et messieurs, les hommes politiques sont comme vous.

- Christine OCKRENT.- C'est-à-dire ?

- LE PRESIDENT.- Eh bien, ils ont leurs défauts, ils laissent trop parler la querelle, ils défendent trop leur intérêt en oubliant l'intérêt général et, en même temps, ils ont des vertus, ils aiment leur pays, il y en a qui travaillent beaucoup, ils se passionnent pour les questions qu'ils traitent et ils ont un idéal. Ils sont comme vous. Bien ? Mal ? A vous de juger.

- Christine OCKRENT.- En tout cas, tout le monde est sceptique, même les hommes politiques, et ce scepticisme...

- LE PRESIDENT.-... ce scepticisme devant les problèmes qui ne sont pas résolus... oui... vous savez, tous les problèmes ne sont pas résolus, et il n'y a pas de réponse à toutes les questions.\

` Suite sur les préoccupations des Français ` Christine OCKRENT.- Le premier de ces problèmes, monsieur le Président, c'est, bien sûr, le chômage, le sondage du "Point" le prouve : 71 % des Français estiment qu'aucun progrès n'a été fait dans la lutte contre le chômage, tous ces gouvernements confondus. Alors, est-ce qu'un homme politique et est-ce qu'un parti peuvent encore prétendre avoir une recette contre le chômage ?

- LE PRESIDENT.- Si vous employez le mot "recette", je vous répondrai non. La preuve est faite. Ce qui est vrai, c'est que le chômage, à partir de 1973 - 1974 nous l'avons déjà dit, a constamment monté, comme la marée montante... constamment...

- Christine OCKRENT.- Et ce qui est vrai...

- LE PRESIDENT.-... de 1973 à aujourd'hui, avec deux phases pendant lesquelles il y a eu stagnation : sous le gouvernement de M. Fabius et actuellement où l'on aperçoit quand même qu'après avoir noté près de 200000 chômeurs de plus qu'au 16 mars 1986, il y a un moment d'hésitation du chômage, dû sans doute aux mesures de ce qu'on appelle le traitement social du chômage, et, je l'espère, à un certain réveil du traitement économique.

- Christine OCKRENT.- Et probablement aussi, une évolution du discours politique & vous allez entendre des propos qui ont l'air déjà très loin dans le temps.

- (Film)

- L'évolution du discours, monsieur le Président, est frappante. Il ne s'agit pas de revenir à des polémiques sur les différentes politiques appliquées, mais c'est vrai que les hommes politiques ne peuvent plus parler de la même façon du chômage...

- LE PRESIDENT.- C'est vrai.

- Christine OCKRENT.- Est-ce que cela veut dire que la crise économique a abouti à dépolitiser ce problème ?

- LE PRESIDENT.- Cela veut dire tout simplement - on a vécu ces années - qu'aucune des recettes dont vous venez de parler n'a réussi à enrayer ce que j'appelais un flot continu, cette marée montante.

- Cette preuve étant faite, il faut chercher la cause profonde, et un certain nombre d'hommes responsables le perçoivent. Au fond, on est assez d'accord pour estimer que la France n'a pas réagi assez tôt, et quand je dis la France, c'est nous tous. La France n'a pas réagi assez tôt pour s'adapter à la révolution industrielle qui a entraîné le Japon, les Etats-Unis d'Amérique parfois l'Allemagne à produire des marchandises nouvelles, selon des normes nouvelles, alors que les nôtres n'étaient plus compétitives. Voilà, nous sommes partis trop tard. Est-ce qu'on peut rattraper ? On peut rattraper si on le veut, mais bien entendu, c'est difficile.

- Et puis, il y a eu une sorte de mouvement qui a tendu à laisser penser que parce que les technologies nouvelles robotisaient, automatisaient, automatiquement il y aurait des pertes d'emplois. Naturellement, au point de départ, il y en a, des pertes d'emplois pour l'ensemble des travailleurs...

- Christine OCKRENT.- Philippe Séguin...

- LE PRESIDENT.-... et on s'aperçoit finalement que les pays qui se sont le plus développés sont ceux qui ont le moins de chômage : Japon, Etats-Unis, Allemagne - encore des mal - Suède.\

Christine OCKRENT.- Ce sont aussi des pays ` Japon, Etats-Unis, RFA, Suède ` qui se désindustrialisent. En revanche, on voit les circuits financiers de nos économies qui se gonflent. Etes-vous d'accord avec Raymond Barre quand il accuse la politique économique du gouvernement actuel de quadrillage et de verrouillage par l'argent ?

- LE PRESIDENT.- Vous êtes sûre qu'il a dit cela ?

- Christine OCKRENT.- J'en suis sûre. Il l'a dit il y a quinze jours dans une rencontre électorale en Normandie.

- LE PRESIDENT.- Bien entendu, je ne veux pas entrer dans ce débat. Je dirai simplement qu'il ferait bien d'y réfléchir £ ce n'est pas seulement un argument polémique, c'est un argument de fond. Je pense comme lui qu'il n'y a plus que des solutions de ce genre £ en particulier, il faudrait que tout le monde retourne à une formation qui permette d'aborder la réalité moderne de cette société...

- Christine OCKRENT.- Là, M. Barre faisait clairement allusion...

- LE PRESIDENT.-... les patrons, les cadres, les travailleurs... que vraiment, on s'organise pour former les hommes et les femmes aux métiers qu'ils doivent faire.

- Christine OCKRENT.- Simplement, M. Barre faisait clairement allusion aux privatisations menées par le gouvernement actuel et à la manière dont le capital de ces sociétés a été réparti.

- LE PRESIDENT.- Oui, oui, c'est cela, M. Barre a dû dire là quelque chose de judicieux, il n'a qu'à continuer.

- Christine OCKRENT.- Certains de vos proches amis politiques ont été jusqu'à parler d'une "Chiraquisation de l'économie".

- LE PRESIDENT.- J'ai entendu cela, en effet.

- Christine OCKRENT.- Vous approuvez ces propos ?

- LE PRESIDENT.- Je ne m'en suis pas mêlé. Je ne participe pas à ce genre de polémique pour l'instant...

- Christine OCKRENT.- Pour l'instant ?

- LE PRESIDENT.- Oui, pour l'instant. Cela m'intéresse, je suis un citoyen comme les autres, mais dans ma fonction de Président de la République, j'estime devoir laisser aux hommes politiques qui sont au Parlement qui exercent un magistère dans l'opinion publique le soin de s'exprimer sur ce point. Je n'ai pas à me mêler de ces querelles. Bien entendu, comme je n'ai pas signé l'ordonnance qui devait hâter le moment où il y aurait ces privatisations, vous devez bien penser que je ne suis pas très favorable, non pas à toutes les privatisations - il y en a qui pouvaient se comprendre - mais au système général... mais j'arrête là mon appréciation.

- Christine OCKRENT.- Et vous vous réservez, bien sûr, de la livrer publiquement plus tard.

- LE PRESIDENT.- Oui, je me réserve £ oui, je verrai bien...\

Christine OCKRENT.- Le parti socialiste est dans les affres de la mise au point d'un programme présidentiel. Est-il exact que vous souhaitez que ce programme tienne sur un ticket de métro ?

LE PRESIDENT.- Non, sûrement pas.

Christine OCKRENT.- M. Barre a dit que le parti socialiste n'est pas prêt à voter le budget.

- Christine OCKRENT.- Vous n'avez pas dit cela ? C'est un joli mot.
- LE PRESIDENT.- C'est un mot qui ne m'est pas venu à l'esprit, parce qu'il aurait été injuste.
- Christine OCKRENT.- Est-ce que la plateforme présidentielle mise au point par le parti socialiste serait nécessairement la vôtre ?
- LE PRESIDENT.- Je ne sais pas, je n'ai pas été mêlé à cette discussion, ce qui m'aurait beaucoup intéressé si j'avais été en mesure de participer aux débats dans lesquels j'étais mêlé les années précédentes. Je suis moi-même resté fidèle aux choix qui sont les miens. Je suis socialiste. J'exerce une fonction qui m'oblige à l'égard de ceux qui ne le sont pas, de telle sorte que je ne me suis pas occupé des problèmes propres au parti socialiste, tout en lui souhaitant bonne chance.
- Christine OCKRENT.- Est-ce qu'un Président qui est donc apparu, par le fait de la cohabitation, un Président arbitre peut, à mesure que le calendrier...
- LE PRESIDENT.- Un Président qui décide, mais cela j'en ai parlé tout à l'heure...
- Christine OCKRENT.- Un arbitre qui décide...
- LE PRESIDENT.- Vous êtes constante. Moi aussi. Le Président doit décider dans certaines matières & je l'ai fait, par exemple, je l'ai dit tout à l'heure, lorsqu'on a parlé de la stratégie nucléaire & je l'ai fait lorsqu'il s'est agi de ce qu'on a appelé sur le plan du désarmement les deux options zéro. Moi, j'ai pris aussi le parti du désarmement et de la paix autour du désarmement. Là, il m'arrive de décider. C'est rare parce que ce type de situation ne se présente pas tous les jours. Cela dit, arbitre aussi.
- Christine OCKRENT.- Un Président qui arbitre et qui décide aussi... ce Président-là, quand il est en campagne, est-ce qu'il peut rester fidèle à ce rôle et à cette image ou est-ce qu'il redevient forcément chef de parti ?
- LE PRESIDENT.- Il faudrait que vous en parliez à M. Giscard d'Estaing qui s'est trouvé dans cette situation...
- Christine OCKRENT.- Et vous même...
- LE PRESIDENT.- Eh bien moi, je ne suis pas dans cette situation.
- Christine OCKRENT.- Pas encore !
- LE PRESIDENT.- Vous voulez revenir sur cette histoire.
- Christine OCKRENT.- Sûrement pas.
- Christine OCKRENT.- J'en essaie une autre : gagner en 1988 pour réussir en 1992, est-ce que vous feriez vôtre, ce slogan du RPR ?
- LE PRESIDENT.- Mais 1992, c'est quoi ? C'est un accord européen qui a consisté à dire d'abord à Milan, puis finalement à Luxembourg `Conseil européen des 2 et 3 décembre 1986` - c'est pour cela que c'est un accord de Luxembourg - qu'en 1992, sept ans plus tard, il n'y aurait plus aucune frontière intérieure entre les 12, à l'époque, d'ailleurs on était 10, mais les deux autres, Espagne et Portugal, devaient entrer trois semaines plus tard. Ceci veut dire qu'il faut que la France soit drôlement outillée, les hommes et les femmes drôlement formés, les chefs d'entreprises drôlement d'attaque, autrement qu'ils le sont. Nous avons d'excellents hommes et femmes, très remarquables, mais il faut que les autres se mettent de la partie, qu'on soit en mesure de développer le savoir, que les jeunes soient vraiment dotés de tous les moyens de la connaissance technique, technologique et culturelle aussi dans le sens général du terme, parce que le temps qui nous reste est court & c'est vraiment un risque pour la France extrêmement lourd, un immense risque de caractère historique. Cela je l'ai signé & moi, je l'ai voulu, cela a été extrêmement difficile...
- Christine OCKRENT.- Mais la vraie be sogne...
- LE PRESIDENT.- Mme Thatcher n'en voulait pas, le Danemark n'en voulait pas, le Portugal était hésitant... C'est vraiment l'Allemagne, la France et la Commission européenne avec M. Jacques Delors, qui ont réussi à enlever cela. Alors quand je vois un parti politique comme le RPR - qui est un grand parti politique, majorité de la majorité aujourd'hui - employer ce slogan, je me trouve payé de mes efforts...
- Christine OCKRENT.- Alors vous avez...
- LE PRESIDENT.- ... récompensé.

-----

- Christine OCKRENT.- Vous êtes récompensé, mais la besogne reste à faire, et ce sera la tâche du prochain gouvernement.

- LE PRESIDENT.- C'est la tâche déjà de l'actuel parce qu'il ne faut pas perdre un mois, ne pas perdre quinze jours & il ne faut pas perdre un jour.

- C'est la tâche aussi du Président de la République qui n'a pas à mettre la main à la pâte sur les éléments de cette vie quotidienne, mais qui doit exprimer son avis, qui doit conseiller, qui doit préserver les intérêts des Français. C'est ce que je disais pour commencer : un Président qui décide en certaines matières, un Président qui arbitre chaque fois que l'unité nationale risque d'être mise en péril, et un Président qui préserve, un Président qui protège. J'essaierai de donner les meilleurs conseils possibles au gouvernement quel qu'il soit...

- Christine OCKRENT.- ... et un Président qui estime que l'Europe peut dans notre calendrier politique actuel représenter un terrain électoral, un enjeu électoral important ?

- LE PRESIDENT.- 1992 ?

- Christine OCKRENT.- Oui.

- LE PRESIDENT.- Oui.

- Christine OCKRENT.- Où tout le monde est d'accord ?

- LE PRESIDENT.- Tout le monde est d'accord sur l'ampleur de l'enjeu, sur la gravité de ce choix, mais naturellement tout le monde n'est pas d'accord sur la manière de l'aborder, sur la façon de préparer notre économie et notre société pour être capables de battre les autres, d'être meilleurs.\

Christine OCKRENT.- Alors pour être capable de battre les autres et d'être meilleur, parlons-en, vous êtes au mieux dans les sondages, M. Mitterrand, vous êtes à la crête de ce que vous avez connu au moment de l'-état de grâce. Est-ce que ces très bons sondages vous encouragent ou au contraire vous freinent dans la réflexion que vous menez sans doute sur une candidature éventuelle ?

- LE PRESIDENT.- Non, cela ne pèse pas. Je suis - je l'ai répété si souvent que j'ai peur de lasser l'attention - Président de la République. Je ne me place pas en situation de candidat. Si j'avais envie d'être candidat, il y a une époque électorale, une époque électorale officielle & elle est très brève, c'est quelques semaines. Mais je trouve tout à fait déplorable que pendant des mois on règle la marche du pays autour de campagnes électorales qui souvent adoptent un ton qui ne me paraît pas recommandable. Moi je ne veux pas me mettre dans cette situation, je veux dire : laissez donc les candidats s'occuper de leur candidature...

- Christine OCKRENT.- Y compris les candidats du parti socialiste ?

- LE PRESIDENT.- Mais absolument !

- Christine OCKRENT.- Vous n'avez pas pitié d'eux. Ils doivent être quand même dans un -état difficile.

- LE PRESIDENT.- Tous les candidats sont toujours en situation difficile & ceux du parti socialiste comme les autres, les autres comme ceux du parti socialiste. Vous croyez que c'est agréable ici et là d'être plusieurs pour prétendre à la même fonction, avec des mérites que l'on croit supérieurs ?

- Christine OCKRENT.- Sûrement, avec une tactique de campagne à mettre au point ...

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas facile, c'est certain, et je leur souhaite bon courage. Mais ils font un travail qui n'est pas le mien.

- Christine OCKRENT.- On a vu en d'autres moments...

- LE PRESIDENT.- ... et moi je fais un travail qui n'est pas le leur.\

Christine OCKRENT.- `on a vu en d'autres moments` de notre histoire politique un Président de la République adopter une tactique, si vous me permettez cette expression, qui semble pour le moment assez proche de la vôtre. Vous allez voir, nous allons nous rajeunir.

- LE PRESIDENT.- On va y arriver, mais c'est vous qui m'y contraignez, c'est vous qui parlez tout le temps de ma candidature. Moi, je n'en parle pas.

- Christine OCKRENT.- Regardons.

- (film d'archives)

- Christine OCKRENT.- Monsieur Mitterrand vous aviez 49 ans en 1965, le général de Gaulle en

avait 75. Il était au faîte de sa popularité. Il a fait une campagne électorale courte. Vous l'avez mis en ballottage. Quelle leçon en tirez-vous avec le recul du temps et de l'expérience ?

- LE PRESIDENT.- Vous avez dit que je l'avais mis en ballottage. Je n'ai pas été le seul à le faire... lui aussi m'a mis en ballottage !

- Christine OCKRENT.- Il a même gagné au deuxième tour !

- LE PRESIDENT.- Il a même gagné au deuxième tour. Alors, qu'est-ce que vous voulez que je vous dise à ce sujet ?... La conférence de presse - c'était noté - c'était le 9 septembre et l'élection a eu lieu deux mois après, le général de Gaulle a été sage de ne pas se prononcer prématurément.

- Christine OCKRENT.- Sagesse, donc.

- LE PRESIDENT.- Oui, je crois, parce que cela lui a permis de rester Président de la République en s'occupant de sa tâche, sans être embarrassé par les obligations et les servitudes d'une candidature.

- Christine OCKRENT.- Et en préservant ses pouvoirs.

- LE PRESIDENT.- Et en préservant ses pouvoirs. De ce point de vue-là, c'est un bon exemple, mais cela ne veut pas dire qu'il faille forcément le suivre... \

`suite à propos de l'exemple de la candidature tardive du général de Gaulle en 1965` Christine OCKRENT.- Vous semblez le suivre, et pourtant, quand on regarde votre agenda public, on a le sentiment que vous êtes déjà plutôt en campagne. La semaine prochaine, les grandes manoeuvres...

- LE PRESIDENT.- Vous voulez que je ne fasse plus rien ?

- Christine OCKRENT.- Non... mais les grandes manoeuvres franco-allemandes, l'Europe, bientôt La Réunion, les championnats de France de labour dimanche dernier...

- LE PRESIDENT.- C'était dans la Nièvre ! On m'invite...

- Christine OCKRENT.- ... bientôt l'inauguration du salon des techniques nouvelles à Toulouse... c'est quand même un agenda de candidat.

- LE PRESIDENT.- Pas du tout. Si j'étais candidat, je vous prie de croire que j'en ferais davantage ! Il suffit de voir les autres...

- Christine OCKRENT.- Il n'y a aucun voyage à l'étranger prévu, semble-t-il, de janvier à mai 1968.

- LE PRESIDENT.- Non, pas pour l'instant. Je pense que, de toutes façons, je n'aurai pas à m'absenter pendant la durée de la campagne, c'est-à-dire environ de la mi-mars jusqu'à début mai. En effet, entre janvier et mars, je n'ai encore rien prévu. Je me réserve...

- Christine OCKRENT.- Vous vous réservez.

- LE PRESIDENT.- ... de prévoir d'autres voyages s'ils sont utiles. Je ne vois pas pourquoi je n'en ferais pas ! Supposez que je sois candidat, puisque vous y tenez absolument...

- Christine OCKRENT.- Beaucoup de Français se posent la question.

- LE PRESIDENT.- ... cela ne m'empêche pas du tout, s'il le fallait pour l'intérêt de mon pays, de partir quatre jours au Kamchatka ! Pourquoi est-ce que je n'irais pas représenter mon pays ? C'est ma fonction.

- Mais si je n'ai pas de programme très actif, c'est parce que je m'en tiens à un rythme qui me paraît normal. Vous savez, il y a une sorte d'agitation ambiante à laquelle je ne participe pas. Vous me dites : le labour... le labour... Quand le président des jeunes agriculteurs m'invite à présider le championnat de France de labour, dans la Nièvre, je ne peux pas résister ! Mais cela n'a pas de rapport avec une candidature au mois de mai prochain.

- Christine OCKRENT.- Autrement dit, vos faits et gestes à partir de maintenant seront en tout - état de cause...

- LE PRESIDENT.- Oh ! ils le sont déjà depuis longtemps ! Christine OCKRENT.- ... ceux d'un Président de la République qui est très absent, très éloigné...

- LE PRESIDENT.- Mais, je ne sais pas pourquoi les milieux politiques se sont mis dans la tête qu'il vaudrait mieux pour eux que je ne sois pas candidat ! Alors, cette espèce de crainte qu'ils ont les porte constamment à me coller aux semelles et à observer chaque millimètre que je fais

ici ou là, dans telle ou telle direction.

- Christine OCKRENT.- Mais cela vous amuse, semble-t-il.

- LE PRESIDENT.- Oui, d'une certaine manière, mais les affaires sérieuses m'occupent aussi beaucoup.\

Christine OCKRENT.- Vous aviez dit aux Français que vous alliez changer la vie...

- LE PRESIDENT.- C'est le programme du parti socialiste dont j'étais le principal responsable.

- Christine OCKRENT.- ... Est-ce que la vie à la tête de l'Etat vous a changé, monsieur le Président ?

- LE PRESIDENT.- Je me suis efforcé de changer beaucoup de choses. Bien entendu, j'en ai changé beaucoup moins que je l'aurais souhaité. Je crois que c'est le lot de toute vie vécue.

- Christine OCKRENT.- Et vous vous sentez changé par cette expérience ?

- LE PRESIDENT.- Moi, changé ? Oui, oui, sûrement. Pas dans le fond de mes conceptions - j'étais socialiste, je reste socialiste. Mais d'abord ma fonction n'est pas la même : je ne suis pas à la tête d'un parti, je ne suis pas dans un parti. Mon parti, c'est la France. Tous les Français n'ont pas voté pour cela - 52 %, donc 48 autres ...- mais les 48 autres, j'en suis également responsable, de la même façon, et j'ai toujours eu cela comme ligne de conduite. Alors voilà... cela, c'est ce que j'ai à faire.

- Mais est-ce que j'agirais autrement parce que l'expérience de bientôt sept ans aura marqué ma vie ? Oui sûrement. Je crois que je saurais mieux faire.

- Christine OCKRENT.- Avec qui, alors, avez-vous envie de passer le temps qui vous reste ? Avec les Français ou avec vous-même et vos proches ?

- LE PRESIDENT.- Alors ça ... vous tentez, avec une mécanique toujours implacable, de me conduire là où vous voulez...

- Christine OCKRENT.- J'espère ... Je crois dire la question que se posent beaucoup de Français.

- LE PRESIDENT.- Mais, je m'en aperçois ! Vous parliez de celà ... D'abord, est-ce qu'il faut s'occuper longtemps des affaires politiques ?

- J'ai retrouvé l'autre jour un livre de Plutarque, dont le titre, dans la collection d'Amyot, dit - vous savez, c'est la façon qu'avaient les vieux Grecs ... "Si l'homme d'âge se doit encore entremettre et mêler des affaires publiques". C'est le titre ... Est-ce que les personnes âgées doivent encore se mêler des affaires publiques ?

- Et il apporte la réponse, lui, Plutarque ... Plutarque ! Il dit : oui. Vous savez quelle est la raison qu'il invoque dès le point de départ ? Il dit : parce qu'on n'a jamais vu l'âge transformer une abeille en bourdon ...

- Bon. Mais là, c'est Plutarque qui parle comme cela ...

- Christine OCKRENT.- Vous êtes l'abeille ou le bourdon ?

- LE PRESIDENT.- ... Ce n'est pas moi qui ai écrit ce bouquin ! Abeille ou bourdon, j'apporterai ma réponse le jour où il le faudra...\

` suite sur la candidature pour les élections présidentielles de 1988 ` Quant à mon choix personnel, comment voulez-vous que je puisse désirer, pour des années encore, continuer une vie certes très remplie, une vie passionnante qui est la mienne comme premier représentant de la France, comment voulez-vous qu'en face de l'âge qui vient, des soucis que cela donne, des aspirations qui sont les miennes, comment voulez-vous que je considère cela comme un idéal absolu ?

- Oui j'aime beaucoup vivre en ma compagnie - ce n'est pas qu'elle soit ... - Mais enfin, essayer de mieux comprendre ma relation avec les autres et avec la vie, avec l'explication même de la vie, que je trouverai pas, pas plus que personne, mais dont j'aimerais me rapprocher ... Oui, j'aimerais cela. Pour ça, il faut du temps, il faut de l'unité de vie, et la vie politique ne permet pas cette unité de vie.

- Alors, je vous dis là quelle serait ma préférence, mais je ne vous ai pas dit quel serait mon choix.

- J'ai cité il y a quelque temps - cela a été repris - ce mot merveilleux d'un Président de la République, italienne je crois, auquel on posait la question, et qui a dit : "la meilleure partie de moi-même me conseille de ne pas le faire... mais c'est l'autre qui l'emportera "

moi-même me consente de ne pas le faire, mais c'est à vous que l'empêchera

- Je ne vous dis pas cela...

- Christine OCKRENT.- Ah ! Je croyais avoir la réponse !

- LE PRESIDENT.- Non, non, pensez-vous ! Je ne suis pas naïf au point de faire moi-même cette citation pour faciliter votre tâche ! Je veux simplement vous dire que mon souhait, mon envie, mon désir, n'est pas d'être candidat, mais je ne donnerai à personne l'avantage ou la facilité de dire, au mois de septembre 1987, ce que sera ma décision en 1988.

- J'ajoute que, par rapport au pays, je dois jusqu'à l'échéance accomplir ma tâche. Rien ne doit venir la compliquer, ni la diminuer dans l'esprit des Français. Je dois pouvoir rester le Président de tous. Et naturellement une candidature de quelque type qu'elle soit, en tout cas prolongée, ne pourrait que nuire à cette façon de faire.

- Donc, n'attendez rien de moi. J'en suis navré parce que cela me plairait de vous faire des confidences, mais je n'en ferai pas. Je connais mon désir, mon désir n'est pas de rester Président de la République. Je ne connais pas ma décision parce que cela dépendra de ce que je jugerai être l'intérêt du pays et dans quelle mesure cela me concerne.

- Christine OCKRENT.- Vous me permettez de prendre un pari ?

- LE PRESIDENT.- Oui, dites-moi.

- Christine OCKRENT.- Vous serez candidat.

- LE PRESIDENT.- Ecoutez... vous prenez vos risques !

- Christine OCKRENT.- Ce sera le mot de la fin.

- Monsieur le Président de la République, je vous remercie. Merci d'avoir été avec nous pour regarder la France en face, pour explorer les préoccupations des Français. Merci.

- Je vous donne rendez-vous dans quinze jours, pour une nouvelle émission, un nouveau numéro du "Monde en face". Merci.

- LE PRESIDENT.- Je vous remercie également et je remercie les téléspectateurs.\